



MISSION D'ORDONNANCEMENT URBAINE (OPCU) ET INTER-CHANTIERS (OPCIC),
DES OPERATIONS DE REQUALIFICATION DES COPROPRIETES DEGRADEES D'INTERET NATIONAL
(ORCOD-IN)

DE CLICHY-SOUS-BOIS, GRIGNY, MANTES-LA-JOLIE ET VILLEPINTE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)

SOMMAIRE

1^{ERE} PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE PUBLIC	4
ARTICLE 2 : NATURE DU MARCHE PUBLIC	5
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE PUBLIC.....	6
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE PUBLIC	7
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE PUBLIC.....	9
ARTICLE 6 : SOUS TRAITANCE	9
6.1 Généralités :.....	9
6.2 Demande de sous-traitance présentée en cours de marché.....	9
2^{EME} PARTIE : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 7 : DEFINITION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 8 : PASSATION DES BONS DE COMMANDES.....	14
ARTICLE 9 : COLLABORATION ENTRE LES PARTIES	16
9.1 Information et moyens d'exécution	16
9.2 Obligation de confidentialité.....	16
9.3 Obligation du titulaire - Equipe.....	16
ARTICLE 10 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE	18
10.1 Généralités.....	18
10.2 Mise en régie.....	18
3^{EME} PARTIE : PRIX ET REGLEMENT	19
ARTICLE 11 : LE PRIX.....	19
11.1 Prix.....	19
11.2 Révision des prix.....	21
Acception de la demande de révision	22
ARTICLE 12: REGIME FINANCIER	23
12.1 Avance	23
12.2. Les acomptes	24
12.3 Paiement :	25
12.4 Intérêts moratoires :.....	25
12.5 Monnaie de compte du marché	25
12.6 Facturation.....	25
ARTICLE 13 : VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT	27
ARTICLE 14 : DELAIS , PENALITES, SANCTIONS	28
14.1 Délais :.....	28
▪ Initialisation des missions 1 et 2 (DPGF).....	28
▪ Délai de production des outils de planification mis à jour.....	28
▪ Délai de remise des documents contrôlés et visés	28
▪ Délai de remise des CR	28
14.2 Pénalités.....	28
▪ Dépassement des délais de production des documents	29
▪ Dépassement du délai d'exécution des travaux imputable au pilote.....	29

▪	<i>Production des éventuelles attestations d'assurance</i>	29
▪	<i>Retard et absence aux rendez-vous</i>	29
▪	<i>Non-remplacement du responsable</i>	29
14.3	<i>Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire</i>	30
4^{EME}	PARTIE : RESILIATION – LITIGES	32
	ARTICLE 15 : RESILIATION	32
	ARTICLE 16 : REGLLEMENT DES LITIGES.....	32
	ARTICLE 17: ASSURANCE.....	33
	ARTICLE 18: MARCHES COMPLEMENTAIRES ET MARCHES A PRESTATIONS SIMILAIRES	33
	ARTICLE 19 : DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	34
19.1	<i>Non validité partielle :</i>	34
19.2	<i>Référence :</i>	34
19.3	<i>Annexes au marché :</i>	34
19.4	<i>Langue :</i>	34
19.5	<i>Droit de la propriété intellectuelle :</i>	34
19.6	<i>Protections des données :</i>	34
	ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PI	36

I^{ère} PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public a pour objet l'accompagnement des projets dans l'ordonnancement, la conduite , et la coordination des quatre ORCOD-IN de l'EPFIF. Il intègre des missions de coordination générale, d'OPC Urbain par ORCOD-IN et d'OPC Interchantiers pour les ORCOD-IN de Grigny et Villepinte (la mission OPCIC est en option pour le projet de Mantes la Jolie, elle ne concerne pas l'ORCOD IN de Clichy-sous-Bois, celle-ci étant sous la responsabilité de GPA, concessionnaire).

L'OPC urbain assurera la coordination dès l'amont à l'échelle du projet urbain et l'OPC interchantiers assurera la coordination technique de la mise en œuvre des opérations et des chantiers.

La mobilisation d'un marché OPC-Urbain inter-ORCOD doit permettre en outre de renforcer les outils de suivi et de pilotage, ainsi que la coordination des projets, au travers de la mise en place :

- De plannings opérationnels homogènes ;
- D'outils d'organisation des moyens humains et financiers dédiés aux projets, permettant notamment d'optimiser la planification financière pluriannuelle ;
- D'indicateurs de suivi des projets : avancement et objectifs urbains.

Il intègre des missions :

- de coordination générale,
- d'OPC Urbain par projet,
- d'OPC Interchantiers pour les projets de Grigny et Villepinte.

Le contenu de ces lots techniques est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Nomenclature communautaire (CPV) : 71521000 : Services de conduite de chantier

La consultation fait l'objet d'un Appel d'Offres Ouvert, soumise aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Les caractéristiques du titulaire du marché public désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "titulaire" sont précisées à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 2 : NATURE DU MARCHE PUBLIC

La nature du marché public est la suivante : marché de services au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique. Ce marché de services est soumis, sauf dérogation, aux stipulations du CCAG 2021 applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE PUBLIC

En application de l'article R.2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique, le marché projeté est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

Les prestations de coordination générale et d'OPC Urbain concernent les 4 ORCOD-IN (Clichy, Grigny, Mantes-la-Jolie et Villepinte) en tranche ferme.

Les prestations d'OPCIC concernent les ORCOD-IN de Grigny et Villepinte en tranche ferme, et Mantes-la-Jolie en tranche conditionnelle. Elle ne concerne pas Clichy-sous-Bois, mission transférée à GPA dans le cadre du TCA.

A. La tranche ferme est composée comme suit :

- D'une partie traitée à **prix global et forfaitaire**, concernant :
 - Les missions de mise en place de la méthodologie, de définition des outils de suivi de coordination générale, OPCU par projet et OPCIC pour les projets de **Villepinte** et **Grigny** ;
 - L'actualisation N+1 des outils de coordination générale ou d'OPC Urbain ;
 - Le suivi OPCU de chaque projet.
- D'une partie traitée à **bons de commande** concernant les missions suivantes :
 - L'actualisation annuelle des outils de coordination générale en phase de reconduction du marché ;
 - Le suivi OPCU et l'actualisation annuelle des outils de chaque ORCOD-IN en phase de reconduction du marché ;
 - L'animation des OPC Interchantiers par ORCOD-IN ;
 - Les actualisations supplémentaires des outils OPCU et OPCIC en phase initiale ou de reconduction ;
 - Les autres missions (expertises complémentaires, réunions supplémentaires OPCU, suivi OPCIC...) au temps passé.

Le montant minimal la partie à bons de commande est le suivant : **néant**.

Le montant maximal de la partie à bons de commande est le suivant : **1 400 000 € HT**.

B. La tranche optionnelle est composée comme suit :

- D'une partie traitée à **prix global et forfaitaire** concernant la mission d'OPCIC pour le projet de **Mantes-la-Jolie** :
 - Initialisation de la mission OPCIC Mantes-la-Jolie : documents cadre V0 et V1 et échanges (3 réunions + rencontres des intervenants)

- D'une partie traitée à **bons de commande** concernant les missions suivantes :
 - L'animation OPCIC
 - Les mises à jour supplémentaires

Le montant minimal de la partie à bons de commande est le suivant : **néant**.

Le montant maximal de la partie à bons de commande est le suivant : **80 000 € HT**.

Nota : Les prestations à bons de commande de chaque tranche seront exécutées selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Toutes les stipulations contractuelles des prestations à réaliser y seront préalablement fixées.

Quant à eux, les bons de commande préciseront notamment la nature de la prestation à exécuter, le délai d'exécution et le lieu d'exécution.

Conditions d'affermissement des tranches optionnelles :

La décision d'affermissement des tranches optionnelles est notifiée par Ordre de Service signé par le Pouvoir Adjudicateur.

Si la tranche optionnelle est affermie avec retard, aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire.

- *Tranche optionnelle mission Mantes la Jolie :*

La tranche optionnelle sera affermie dans un délai maximum de 24 mois à compter de la notification du marché en fonction de l'avancement du projet.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE PUBLIC

Les pièces constitutives sont dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

Pièces particulières : (par dérogation à l'article 4.1 du CCAP PI)

- L'Acte d'Engagement et ses éventuels actes spéciaux de sous-traitance présentés lors de la soumission à l'appel d'offres et son annexe RGPD ,
- La pièce financière comprenant la DPGF et le DQE valant BPU,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes,
- Le mémoire technique / cadre de réponse complété par le Titulaire,

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre

L'exemplaire de l'acte d'engagement, du B.P.U, du C.C.T.P., du C.C.A.P., et du mémoire technique / cadre de réponse renseigné du titulaire conservés dans les archives de l'Etablissement Public d'Ile de France font seul foi.

Pièces générales :

- Le Code de la commande publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en portant approbation, dit « CCAG PI » dans le présent document ;
- Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Nota : Ces documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché. Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de changement de la réglementation actuelle par décret, loi, arrêté, le titulaire sera tenu d'en tenir compte et de l'appliquer. Il devra en avertir le maître d'ouvrage si celui-ci n'a pas eu connaissance du changement. Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et les règles de l'art de sa profession.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les stipulations du marché public prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché sera conclu à compter de sa date de notification pour une durée **de six (6) ans**, résiliable tous les 2 ans à date anniversaire. En cas de résiliation du marché, la décision du maître d'ouvrage devra être notifiée au titulaire par courrier deux mois avant l'échéance du marché.

ARTICLE 6 : SOUS TRAITANCE

6.1 Généralités :

Conformément aux L.2193-1 à L.2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. **Il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.**

6.2 Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché :

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 du Code de la commande publique, le soumissionnaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (article R.2193-2 du Code de la commande publique).

6.3 Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les

renseignements mentionnés ci-dessus, conformément aux dispositions des articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

2^{ème} PARTIE : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 7 : DEFINITION DES PRESTATIONS

Le code CPV permettant d'identifier les prestations, objet du marché public, est le suivant :

71521000 : Services de conduite de chantier

Les ORCOD-IN sont des projets complexes et de longues durées, qui présentent un grand nombre d'acteurs et d'opérations et s'inscrivent dans un contexte de financements contraignant leurs délais de réalisation. Ils nécessitent une expertise fine dans le pilotage et le déploiement des projets afin :

- D'ordonnancer les opérations dans le temps et dans l'espace ;
- De garantir les délais de réalisation ;
- De coordonner les acteurs autour d'objectifs communs ;
- D'articuler les plannings avec ceux des collectivités et autres périmètres opérationnels.

Le marché public a pour objet l'accompagnement des projets et de la direction ORCOD-IN dans l'ordonnancement, le pilotage, et la coordination de ses quatre projets. Il intègre des missions de coordination générale, d'OPC Urbain par projet et d'OPC Interchantiers pour les projets de Grigny et Villepinte (la mission est en option pour le projet de Mantes la Jolie, elle ne concerne pas l'ORCOD IN de Clichy-sous-Bois).

L'OPC urbain assurera la coordination dès l'amont à l'échelle du projet urbain et l'OPC interchantiers assurera la coordination technique de la mise en œuvre des opérations et des chantiers.

La mobilisation d'un marché OPC-Urbain inter-ORCOD doit permettre en outre de renforcer le pilotage et la coordination des projets, au travers de la mise en place :

- De plannings opérationnels homogènes ;
- D'outils d'organisation des moyens humains et financiers dédiés aux projets ;
- D'indicateurs de suivi des projets : avancement et objectifs urbains.

Les prestations et leurs modalités d'exécution sont détaillées au C.C.T.P..

Dispositif environnemental

Conformément au code de la commande publique et de manière à favoriser la réduction de l'impact environnemental des services du présent marché, le titulaire sera soumis aux dispositions suivantes, conformément aux obligations du Code de la commande publique en son article L2111-1 :

1) Déplacement dans le cadre du marché :

Pour se déplacer, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules Hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Les véhicules relèvent de préférence de la vignette Crit'Air1. Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les préconisations décrites ci-dessus.

Dispositions obligatoires :

2) Documents / Données :

Il est demandé au titulaire d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de recourir à des serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.

Il est également demandé au titulaire d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages). Enfin, le titulaire est invité, de manière générale, à adopter des pratiques écologiques : compresser les documents avant envoi, éteindre les caméras lors des visioconférences quand cela n'est pas nécessaire, etc...

Dispositif social

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'EPF Ile de France a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2112-2 à 4 du code de la commande publique en imposant des heures d'insertion en incluant, dans celui-ci, une clause sociale obligatoire.

Pour l'exécution de ce marché, l'entreprise titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

▪ **Objet de l'insertion**

Le titulaire s'engage à réserver, dans l'exécution du marché, un minimum de 660 heures d'insertion à des personnes éloignées de l'emploi par tranche de 2 années (soit 1 980 heures sur 6 ans).

▪ **Les publics visés sont listés à l'article 16.1.1.2 du CCAG PI**

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

▪ **L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion**

L'attributaire s'engage au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après, conformément à l'article 16.1.3 du CCAG de PI :

- 1ère modalité : embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage ;
- 2ème modalité : mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ; L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'
 - une
 - une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une Association intermédiaire ou d'un ACI (Atelier Chantier d'insertion).
- 3ème modalité : recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du Facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un responsable interne désigné sera chargé du suivi des actions d'insertion et œuvrera au sein de l'entreprise à la bonne réalisation des parcours d'insertion. Ce référent de la direction sera l'interlocuteur du facilitateur en matière d'insertion. Il suivra l'ensemble de l'action, de la mise en place avec les partenaires du territoire à l'évaluation.

Il transmettra les informations nécessaires au suivi de l'action et à l'évaluation des actions, de façon mensuelle. Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur.

▪ **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales :**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par le facilitateur.

Suite à l'attribution du marché et préalablement à sa signature et la notification par la personne responsable du marché, il sera organisé une réunion entre le prestataire le facilitateur, afin de préciser les modalités d'exécution et de remplir l'annexe prévue à l'acte d'engagement.

Le facilitateur se tient à la disposition des entreprises pour les informer et les aider dans la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission :

- d'informer **chaque titulaire** des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la définition de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- d'identifier et de positionner, en lien avec les structures prescriptrices, le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion et organiser le suivi des publics en emploi ;
- d'informer et d'orienter le cas échéant sur l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Identité du facilitateur :

Contact : Isabelle Baudières - Chargé de mission Clauses sociales

Facilitateur Clauses Insertion

Courriel : ibaudieres@ville-villepinte.fr

Tél. 06 70 75 93 53 / 01 41 52 13 26

Adresse postale :

Mairie de Villepinte

Place de l'Hôtel de Ville

93420 Villepinte

▪ **Suivi du dispositif et bilan :**

Chaque titulaire remettra mensuellement au maître d'ouvrage et au facilitateur ci-dessus désigné les justificatifs (contrats, relevés d'heures, attestation) liés à la clause sociale d'insertion.

Dans un souci de pérennisation de l'emploi, si le titulaire choisit de faire réaliser un certain nombre d'heures à travers le recours à la sous-traitance, il devra remettre au maître d'ouvrage et au facilitateur le projet d'insertion réajusté et la ventilation des heures choisie. A défaut de présentation du projet réajusté, le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas valider les heures réalisées dans ce cadre.

En tout état de cause, le titulaire doit informer, le plus rapidement possible, le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

A l'échéance du marché, le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage le tableau récapitulatif des heures d'insertion réalisées attesté par le facilitateur.

▪ **La globalisation des heures d'insertion :**

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur qui suit la clause, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du fa

ilitateur. Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales mentionné au présent article :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise en poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

ARTICLE 8 : PASSATION DES BONS DE COMMANDES

Les prestations figurant au BPU seront exécutées, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande seront émis sur la base des prix unitaires indiqués dans le DQE valant BPU lors de l'établissement de l'accord-cadre, appliqués aux quantités réellement commandées.

Des demandes de devis pourront être formulées, lorsqu'il s'agit d'une prestation dont le prix ne figure pas au bordereau des prix unitaires (admis à titre dérogatoire et exceptionnel).

Ce devis sera soumis, préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable de l'accord-cadre.

En cas de besoin récurrent, les parties procèderont par avenant en application de l'article R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

S'agissant des prestations exclues du champ forfaitaire, le titulaire ne devra commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande de l'EPFIF dûment signé par le Pouvoir Adjudicateur. A défaut, l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

Chaque bon de commande précisera :

- ⇒ Les nom et adresse du titulaire du marché ;
- ⇒ Le numéro du marché ;
- ⇒ Le numéro du bon de commande ;
- ⇒ Les prestations à effectuer (quantités et désignations) ;
- ⇒ L'adresse concerné ;
- ⇒ Le cachet du service émetteur de l'EPF Ile-de France ;
- ⇒ Les nom, les coordonnées et Direction/Service de la personne chargée du suivi de la commande ;
- ⇒ Les délais ou la date de réalisation de la prestation;
- ⇒ L'adresse du service où envoyer la facture ;
- ⇒ La date et la signature de la Personne habilitée à signer le bon de commande

ARTICLE 9 : COLLABORATION ENTRE LES PARTIES

9.1 *Information et moyens d'exécution*

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire est, quant à lui, tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché.

9.2 *Obligation de confidentialité*

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents de toute nature, communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de l'exécution du présent accord-cadre, dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-PI. Par adjonction audit article, ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

9.3 *Obligation du titulaire - Equipe*

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le titulaire s'engage à mettre à disposition pendant toute la durée du marché, les collaborateurs nommément identifiées dans son cadre de réponse. Après notification du marché public, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, conformément au cadre de réponse, la composition de l'équipe dédiée – sachant qu'ils doivent impérativement respecter les profils, les expériences et les compétences affichées - en indiquant le détail de leurs attributions, en distinguant particulièrement le référent.

En tout état de cause et par adjonction aux dispositions précitées, **l'équipe dédiée** doit présenter la **composition par défaut suivante** :

- Un Directeur de projet qui devra justifier d'un minimum de 10 à 15 ans d'expérience
- Les Chefs de projet désignés pour accompagner les sites devront justifier d'un minimum de 5 à 10 ans d'expérience
- Un chargé de mission

Cette composition est imposé tout au long de la mission confiée.,

Si cette ou ces personne(s) n'est / ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer **sans délai par courriel** l'EPFIF avant le départ effectif du collaborateur remplacé et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'EPF IF un **remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes** à celles exigées à l'article 4.2 du CCTP et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un **délai de 15 jours calendaires** à compter de la date d'envoi de l'avis.

A cet effet, il présente le détail des attributions et rôles respectifs de chaque collaborateur remplacé, la nouvelle composition de l'équipe dédiée et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPF IF, si celui-ci ne le récuse pas dans le **délai de trente jours calendaires** courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'EPF IF récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'EPF IF est motivée. Les informations, avis, propositions et décisions de l'EPF IF sont notifiés au Titulaire. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article **39** du CCAG PI (**Résiliation pour faute du titulaire**).

Outre la demande formulée par le titulaire, les **modifications de l'équipe dédiée peuvent être réalisées** à la demande expresse de l'EPFIF en cas de non-respect des obligations définies au marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant.

Dans le cas où l'équipe technique évolue, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, par courriel, **quinze (15) calendaires jours** minimum avant le départ effectif de chaque intervenant remplace, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe
- joignant les curriculum vitae de chacun des intervenants concernés

L'EPFIF peut récuser ou accepter la nouvelle composition de(s) l'/des équipe(s).

ARTICLE 10 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE

10.1 Généralités

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

10.2 Mise en régie

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

ARTICLE 11 : LE PRIX

11.1 *Prix de la tranche ferme*

❖ S'agissant de la partie traitée à prix forfaitaire :

La mission attendue au titre du marché est exécutée sur la base des prix indiqués dans l'Acte d'Engagement et détaillé dans la DPGF.

Le montant indiqué dans l'Acte d'Engagement constitue le montant du marché.

En aucun cas, le titulaire ne peut arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions des pièces du marché pour solliciter une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours de l'exécution du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure sont réputées être comprises dans l'économie du marché.

Ces anomalies s'inscrivent dans l'aléa contractuel.

Le prix indiqué dans l'Acte d'Engagement est réputé :

- Réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « Mo » défini à l'acte d'engagement ;
- Établis hors TVA et toutes taxes comprises et en euros.

Ce dernier est réputé complet et comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (tva, écotaxe, etc.) frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

A ce titre, aucun supplément de prix ne peut être réclamé lors de l'exécution du marché.

❖ S'agissant de la partie traitée à bons de commande :

Les prix proposés doivent couvrir toutes les charges et les dépenses de l'entreprise indiquées dans le DQE valant BPU et le C.C.T.P.

Les prix du DQE valant BPU sont établis sur la base des conditions économiques du mois m_0 fixé dans l'acte d'engagement.

Cette partie du marché est à bons de commandes selon les dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique.

Les prestations seront rémunérées aux prix indiqués au DQE valant BPU. Les prix unitaires du DQE valant BPU seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Les modalités de révision

des prix sont fixées ci-dessous. Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Pour toute prestation dont le prix unitaire ne figure pas au DQE valant BPU, le titulaire doit établir un devis, soumis préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable du marché.

Les prestations seront exécutées par émission de bons de commande successifs, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France.

Le titulaire ne devra commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande de l'EPFIF dûment signé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. A défaut l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

Le montant minimal la partie à bons de commande est le suivant : **néant**.

Le montant maximal de la partie à bons de commande est le suivant : **1 400 000 € HT**.

11.2 Prix relatif à la tranche optionnelle

❖ S'agissant de la partie traitée à prix forfaitaire :

La mission attendue au titre du marché est exécutée sur la base des prix indiqués dans l'Acte d'Engagement et détaillé dans la DPGF.

Le montant indiqué dans l'Acte d'Engagement constitue le montant du marché.

En aucun cas, le titulaire ne peut arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions des pièces du marché pour solliciter une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours de l'exécution du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure sont réputées être comprises dans l'économie du marché.

Ces anomalies s'inscrivent dans l'aléa contractuel.

Le prix indiqué dans l'Acte d'Engagement est réputé :

- Réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « Mo » défini à l'acte d'engagement ;
- Établis hors TVA et toutes taxes comprises et en euros.

Ce dernier est réputé complet et comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (tva, écotaxe, etc.) frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

A ce titre, aucun supplément de prix ne peut être réclamé lors de l'exécution du marché.

❖ S'agissant de la partie traitée à bons de commande :

Les prix proposés doivent couvrir toutes les charges et les dépenses de l'entreprise indiquées dans le DQE valant BPU et le C.C.T.P.

Les prix du DQE valant BPU sont établis sur la base des conditions économiques du mois m_0 fixé dans l'acte d'engagement.

Cette partie du marché est à bons de commandes selon les dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique.

Les prestations seront rémunérées aux prix indiqués au DQE valant BPU. Les prix unitaires du DQE valant BPU seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Les modalités de révision des prix sont fixées ci-dessous. Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Pour toute prestation dont le prix unitaire ne figure pas au DQE valant BPU, le titulaire doit établir un devis, soumis préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable du marché.

Les prestations seront exécutées par émission de bons de commande successifs, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France.

Le titulaire ne devra commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande de l'EPFIF dûment signé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. A défaut l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

Le montant minimal la partie à bons de commande est le suivant : **néant**.

Le montant maximal de la partie à bons de commande est le suivant : **80 000 € HT**.

11.3 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois m_0 fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix indiqués seront fermes la première année puis révisables par la suite à la date anniversaire du marché public (date de notification).

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie ING (base 2010, identifiant 001711010) publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

La révision s'effectue selon la formule suivante:

$$C = 0,125 + 0,875 * I_m/I_0$$

Dans laquelle:

Io : indice Ingénierie publié au mois mo juillet 2025 (mois d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement) ;

Im : indice Ingénierie publié au mois m (dernier indice publié/disponible au mois juillet de l'année de reconduction (correspondant au mois d'anniversaire d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement)).

Les prix ainsi mis à jour seront fermes et invariables pour toutes commandes passées pendant la période de reconduction concernée (12 mois), ainsi que pour la partie forfaitaire.

Demande de révision

❖ Forme

La demande de révision des prix doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité.

La demande de révision peut être présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

❖ Délai

La demande de révision des prix doit parvenir au plus tard dans les six mois suivants la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision des prix unitaires.

A ce titre, aucune demande de révision des prix ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

❖ Instruction

La demande de révision des prix unitaires est instruite par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter de sa transmission.

Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté la demande de révision des prix.

Dans cette hypothèse, les prix unitaires sont révisés de plein droit sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

❖ Acceptation de la demande de révision

Après les opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur doit accepter la demande de révision dès lors que le titulaire de l'accord-cadre a procédé à une application fidèle de la formule de révision.

La décision d'acceptation valant révision des prix unitaires est notifiée au titulaire par courrier ou autre sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

ARTICLE 12: REGIME FINANCIER

12.1 Avance

❖ Généralités / Conditions de versement de l'avance

Conformément à l'article R2191-16 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire pour chaque bon de commande remplissant les conditions posées aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, une avance pourra être accordée au titulaire du présent accord-cadre à la double condition que :

- Le montant du bon de commande soit **supérieur à 50 000 € HT** ;
- La durée d'exécution soit **supérieure à deux mois**.

Cette stipulation s'applique également pour la partie forfaitaire.

Il en va de même pour la tranche optionnelle affermie, à condition que le montant de la tranche soit supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai est supérieur à deux mois.

Pour chaque bon de commande, l'avance est fixée à **5%** du montant initial TTC du bon de commande. Elle sera versée au titulaire dans un **délai de 30 jours à compter de la notification du bon de commande** conformément aux dispositions des articles 1 et 2-III du Décret n° 2013-269

du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

A ce titre, le titulaire devra notifier au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance dans un **délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande**. A défaut, ce dernier sera réputé avoir renoncé à l'avance.

Pour rappel, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Nota 1 : *Pour chaque bon de commande, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R.2393-38 du Code de la commande publique.*

Nota 2 : *cette stipulation s'applique pour la tranche ferme et pour la tranche optionnelle.*

❖ Modalités de remboursement

Conformément aux dispositions des articles R2191-11 et suivants du Code de la Commande Publique.

❖ Modalités de règlement

En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :

l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursé en son intégralité (en une seule fois) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65%** du montant total TTC du bon de commande.

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :

L'avance versée au titulaire devra être remboursé par ce dernier en deux fois par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1^{er} remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.
- Le 2nd remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

12.2. Les acomptes

En cours d'exécution, le titulaire du présent accord-cadre pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, tous les trois mois, une demande d'acompte sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du marché.

Toutefois, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, la demande d'acompte pourra être soumise tous les mois au pouvoir adjudicateur sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du marché.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

12.3 Paiement :

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique. Le titulaire adresse les factures à l'EPPFIF après admission de l'EPPFIF.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

12.4 Intérêts moratoires :

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours. En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ».

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché considéré peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

12.5 Monnaie de compte du marché

L'euro est la monnaie de compte du marché.

12.6 Facturation

Les sommes dues en exécution du présent marché feront l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire, après service fait jugé conforme portant admission des prestations. Le titulaire devra établir ses demandes de paiement portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- La référence du marché ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix forfaitaire des prestations réalisées ou le prix du bon de commande ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. **en cas de majoration (ajout de prestations complémentaires ou quantité révisées à la hausse) :** ces prestations devront faire l'objet d'un de commande distinct.
- **cas de minoration (retrait de prestations ou quantités révisées à la baisse) :** la demande de paiement présentée par le titulaire devra préciser s'il s'agit ou non, de la dernière facture au titre du bon de commande objet de ladite demande de paiement. Si tel est le cas, le bon de commande pourra être soldé par la Direction Financière. Aucun autre paiement ne pourra être sollicité sur ce bon de commande.

Conformément à l'article L. L2192-1, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, dès réception de la décision d'admission ou de la survenance du terme pour la présentation des demandes d'acompte, une demande de paiement (facture) sous forme électronique via le portail public de facturation (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission conformément à l'article R. 2192-3 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement.

Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître, les réfections imposées, etc.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la notification de la facture arrêtée par le pouvoir adjudicateur pour soumettre ses observations à ce dernier.

En l'absence de réponse de sa part dans le délai susmentionné, la facture arrêtée par le pouvoir adjudicateur sera considérée comme étant acceptée par le titulaire.

Le paiement fait l'objet d'un virement « SEPA » effectué sur :

Le compte du titulaire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné sur le RIB joint à l'Acte d'Engagement ;

Ou, le cas échéant, sur le compte du mandataire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné au RIB joint à l'Acte d'Engagement.

Ou, le cas échéant, sur les comptes mentionnés à l'Acte d'Engagement pour chaque cotraitant ou sur les comptes mentionnés aux RIB joints à l'Acte d'Engagement.

Le paiement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations conformément aux articles R 2192-12 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 13 : VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT

En application de l'article 26 du CCAG-PI, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 du CCAG-PI (acceptation tacite).

En cas de refus de l'élément de mission transmis par le titulaire, le maître d'ouvrage le met en demeure de reprendre et de transmettre cet élément de mission rectifié dans un délai qu'il fixe dans sa lettre de mise en demeure.

Si, au terme de ce délai, le titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le maître d'ouvrage procède à une nouvelle mise en demeure de production de l'élément de mission dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de cette mise en demeure. A défaut, il sera procédé à la réalisation du marché.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 14 : DELAIS , PENALITES, SANCTIONS

14.1 Délais :

Le marché public s'exécute en partie, au moyen de bons de commande (établis ou non sur la base de devis sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque réclamation), dont le délai d'exécution commence à partir de la date de notification du bon de commande. Les délais seront précisés sur le bon de commande.

- ***Initialisation des missions 1 et 2 (DPGF)***

Le titulaire devra établir la méthodologie et les livrables dans un délai de 180 jours calendaires comptés à partir de la notification du marché.

- ***Délai de production des outils de planification mis à jour***

Le titulaire devra remettre les livrables établis et mis à jour annuellement 10 jours calendaires au moins avant les réunions de pilotage stratégique annuelle interne et externe auquel il sera amené à participer.

- ***Délai de remise des documents contrôlés et visés***

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours calendaires comptés à partir de la remise par le maître d'ouvrage des documents pour remettre ses avis et observations sur chaque document analysé, pour les documents de planification et autres documents.

- ***Délai de remise des CR***

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours calendaires comptés à partir de la réunion concernée pour remettre le compte-rendu (ou tableau de bord actualisé le cas échéant) de ladite réunion lorsqu'il est prévu aux missions du titulaire .

14.2 Pénalités

Les pénalités sont dues même si leur montant ne dépasse pas 1 000 €.

Le montant total des pénalités applicables ne fait l'objet d'aucun plafond. Le pouvoir adjudicateur se réserve cependant la possibilité de moduler le montant des pénalités appliqué lorsque celui-ci apparaît manifestement excessif.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes.

- **Dépassement des délais de production des documents**

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée à 200€ par document, comme suit :

200 € pour un document de planification,

200 € pour un autre document.

- **Dépassement du délai d'exécution des travaux imputable au pilote**

En cas de dépassement des délais d'exécution des travaux imputable au titulaire, ce dernier subira sur ses créances une pénalité de 200€ par jour calendaire de retard.

- **Production des éventuelles attestations d'assurance**

Le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur ses attestations d'assurances concernant la responsabilité civile en cours de chantier et après travaux dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 200€ par jour calendaire de retard.

- **Retard et absence aux rendez-vous**

En cas de retard non justifié, supérieur à 30 minutes aux rendez-vous auxquels l'OPC est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, celui-ci subira sur ses créances une pénalité égale à 120€ par retard non justifié.

En cas d'absence non motivée aux rendez-vous auxquels l'OPC est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, celui-ci subira sur ces créances une pénalité égale à 500€ par absence.

- **Non-remplacement du responsable**

En cas de non-remplacement du responsable désigné dans un délai de 15 jours ou en cas d'indisponibilité du responsable désigné au-delà de 15 jours, le titulaire subira sur ses créances une pénalité à hauteur de **300 €** par jour calendaire de retard à compter du 16^{ème} jour.

- **Écart constaté entre les prestations réalisées et les stipulations figurant dans les documents constitutifs du marché**

En cas d'écart constaté entre les prestations réalisées et les stipulations figurant dans les documents constitutifs du marché, le Titulaire encourt une pénalité égale à 300 € par constat.

- **Travail dissimulé**

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation

d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Les pénalités seront retenues sur le montant du ou des bons(s) de commande notifiés à l'entreprise en infraction.

▪ **Pénalités pour non-respect des obligations en matière environnementale :**

En cas de manquement aux obligations prévues au CCTP/CCAP en matière environnementale, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par manquement.

▪ **Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique :**

Le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard à compter de la demande restée sans effet par le maître d'ouvrage pour non-présentation du projet d'insertion, ceci est également valable en cas de sous-traitance. L'absence ou le refus de transmission des renseignements de nature à permettre le contrôle de l'exécution de l'action entraînera l'application d'une pénalité de 75 euros par jour ouvré de retard. En cas de non-réalisation des heures d'insertion imputable à l'attributaire du marché, le titulaire subit une pénalité équivalente à 3 fois le SMIC horaire par heure d'insertion non réalisée. En cas de non remise du tableau récapitulatif selon les modalités définies ci-dessus le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour ouvré.

Nota : Les évènements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont censés être imputable au titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

14.3 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au titre d'un ou plusieurs bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit :

1. en cas **d'inexécution ou d'exécution partielle** par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard,
2. en cas **d'exécution fautive** d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

Une telle procédure fera l'objet d'une mise en demeure préalable (entendu comme étant un minimum) voire éventuellement, plusieurs mises en demeure préalables écrites notifiées par l'EPFIF (par tous moyens opposables) en fonction de la gravité des manquements constatés et restées sans effet, soit tenant à la qualité des prestations attendues ou alors, au retard accumulé.

3. soit en dernier recours, en cas de résiliation du marché prononcée **pour faute du titulaire**. Dans ce dernier cas, la décision mentionnera la réalisation par un tiers, de l'exécution de tout ou partie des prestations confiées au titulaire défaillant aux frais et risques de ce dernier.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché ou dans les bons de commande, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ou auquel a été retiré les prestations objet du bon de commande, n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

4^{ème} PARTIE : RESILIATION – LITIGES

ARTICLE 15 : RESILIATION

En complément des dispositions prévues aux articles 36 et suivants du C.C.A.G-P.I., le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis,
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité,
- Emploi de personnel non officiellement déclaré,
- Sous-traitance non déclarée,
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations,
- Non-respect répété de la qualité d'exécution des prestations attendue,
- Non-respect du dispositif d'insertion,
- Non-respect répété des prescriptions en matière environnementale
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 2143-7 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

ARTICLE 16 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

Tribunal Administratif de Paris

7 Rue de Jouy, 75004 Paris

Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient, conformément aux articles R.2397-1 et suivants du Code de la commande publique, soumis à l'avis du médiateur des entreprises ou à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable. Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

ARTICLE 17: ASSURANCE

Il est prévu dans un délai de cinq jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 18: MARCHES COMPLEMENTAIRES ET MARCHES A PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;

- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

ARTICLE 19 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

19.1 *Non validité partielle :*

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

19.2 *Référence*

Si le titulaire veut user de la référence de l'EPIF, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

19.3 *Annexes au marché*

Les annexes au marché en font partie intégrante.

19.4 *Langue*

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

19.5 *Droit de la propriété intellectuelle*

Conformément aux dispositions de l'article 35 du CCAG PI, **le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires** pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au titre des accords-cadres et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de ces derniers.

19.6 *Protections des données*

Par application de l'article 5.2 du CCAG PI et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires de chaque accord-cadre dénommés «les sous-traitants», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à:

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet des accords-cadres;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présents accords-cadres;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données;
- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du «règlement européen sur la protection des données» ;

Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Catherine MINOT, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu des présents accords-cadres:

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel;

- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut;

- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences «du règlement européen sur la protection des données». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.

- A l'échéance des accords-cadres, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement

ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PI

Toutes les dispositions du C.C.A.G. PI s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G. P.I.
Ordre des pièces contractuelles	Art.4	Art. 4.1
Pénalités	Art. 14.2	Art. 14.1
Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	Art. 14.3	Art. 27.1